



**Michel Dévoluy, *Comprendre le débat européen. Petit guide à l'usage des citoyens qui ne croient plus en l'Europe*, Paris, Points, 2014, ISBN 978275783659, 7,00 €.**

L'auteur, universitaire spécialiste d'économie, est aussi membre des économistes atterrés, association qui met en garde depuis plusieurs années contre la politique néolibérale ou ordolibérale (rigueur budgétaire, lutte contre l'inflation, favoriser l'initiative et la propriété privées, encadrer la concurrence « libre et non faussée », mais aussi économie sociale de marché). Ce livre écrit d'une plume (parfois trop) alerte tente en six chapitres de proposer quelques analyses et quelques idées pour extraire l'Union européenne de la crise actuelle. Le constat est d'abord positif : l'Union européenne est une « nécessité » (p. 14). De toute évidence l'auteur est un fervent « Européen » : après deux guerres mondiales précédées d'interminables siècles meurtriers, l'Union européenne est une grande réussite, puisqu'elle assure prospérité, liberté, justice et une sécurité jamais connues à ce niveau dans notre partie du monde. Elle offre un cadre de vie agréable et sûr, attractif, et jouit de nombreux atouts. Pourquoi la crise actuelle ? Des institutions qui ne sont pas à la hauteur, sur les plans politique et économique. Il faut donc « changer l'Europe ». C'est ici que le livre est sans doute moins convaincant. « Réviser les dogmes de l'économie néolibérale », « plus de démocratie pour l'Europe », « rompre avec l'emprise des technocrates », « revoir l'architecture institutionnelle de l'UE », tout cela sonne certes bien, mais se résume à peu de chose quand on cherche des propositions concrètes, car « faire bouger les lignes », demander aux Européens d'être « plus présents et exigeants face à notre Parlement commun », voire « prendre les référendums » sur l'Europe « plus au sérieux », former « une identité européenne commune » (comment ?), « être plus exigeants sur l'Europe sociale », tout cela ne fait pas un programme cohérent, encore moins un programme convaincant. Certains détails programmatiques interpellent : oui, un « impôt européen » serait peut-être une bonne manière de conduire les peuples à mieux s'identifier aux institutions de l'Union, mais lorsqu'on voit le gouvernement actuel de la France libérer une fraction croissante de la population française de l'impôt sur le revenu, on se demande comment on pourrait imposer l'institution d'un impôt européen payé par tous ! Quelques maladresses, par exemple « dépasser les ornières », une erreur : l'abbé de Saint-Pierre, concepteur d'un projet de paix perpétuelle, était mort depuis 30 ans en 1773 (p. 29), l'auteur se réfère sans doute à Jean-Jacques Rousseau qui a écrit un « supplément » à ce projet.

Au total, un livre plutôt rassurant, puisqu'il montre qu'un consensus est possible entre la droite et les gauches européennes en France, pour peu que les partisans de l'Europe aient une vision réellement politique et non « politicienne » : l'Europe que veut M. Dévoluy est une fédération d'États-nations et les États désireux d'avancer doivent constituer un premier cercle, laissant les autres dans un deuxième. Giscard d'Estaing ne dit rien d'autre. Quant aux modalités proposées par M. Dévoluy, notamment un référendum le même jour dans chaque pays, elles pourront paraître discutables, certains pays refusant (ont-ils tort ?) cette pratique. Son souhait de donner davantage de pouvoir, sinon l'essentiel du pouvoir au parlement européen peut sembler nettement moins réaliste que l'idée plus subtile de Giscard d'Estaing qui consiste à créer une institution parlementaire mixte d'élus européens et d'élus nationaux (majoritaires) pour valider la politique menée par le conseil de l'Eurozone (Giscard) ou « du premier cercle » (M. Dévoluy). François GENTON.